



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Samedi 21 février 1981

N° 105

PRIX : Antilles 2 F
France 3 F

Editorial

NOUVEAUX ATTENTATS : C'EST L'OPPRESSION COLONIALE QUI LES ENGENDRE

Mercredi matin, une nouvelle bombe explosait à Jarry, au domicile d'un chef de service blanc de la SOCOVI. Dans le même temps, un engin incendiaire était découvert à l'Agence Nationale pour l'Emploi à Grand Camp. Durant le week-end dernier, la voiture d'un responsable blanc de l'enseignement a été incendiée. Il faut rappeler aussi qu'il y a environ quinze jours, une bombe à retardement était découverte sous la voiture d'un directeur blanc d'Air-France pendant que se déroulait le bal de la société à l'hôtel Novotel.

Il y a eu aussi les jets de pierre sur les vitrines de magasins appartenant à des blancs, des roues de voitures crevées dans un quartier blanc.

Tous ces attentats, ces actions tendant à remettre en cause la domination coloniale française sur les Antilles, démontrent une fois de plus qu'il existe une fraction de gens décidés à se battre jusqu'au bout contre cette domination.

Ces actions n'ont pas été revendiquées, mais il est notoire maintenant que, depuis près d'un an, il existe aux Antilles et en Guyane une situation politique dominée par ce fait nouveau que constitue l'action violente, terroriste, contre les symboles les plus évidents du colonialisme français.

Certes, que ces actions mènent tout droit à une réelle prise en main de leurs propres affaires par les travailleurs antillais et guyanais, cela reste encore à voir. Les masses exploitées de nos pays ont intérêt à conduire elles-mêmes la politique qui s'impose pour cela.

Mais les attentats qui ont lieu depuis un an et le fait que, parmi les Noirs pauvres de ces pays, parmi les exploités, personne ne condamne ces attentats quand on ne les approuve pas carrément - tout cela montre bien la soif de dignité qui existe au sein de la population exploitée.

Ce qui se passe actuellement en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane est un démenti gisant à toute la politique giscardienne.

Cela montre aussi que le fait de faire partie d'un « grand ensemble français » n'est pas, comme les tenants du pouvoir nous le répètent, un gage de sécurité et de bonheur, car pourquoi ceux qui sont soi-disant heureux et satisfaits de leur sort approuveraient-ils les attentats ? Il faut donc bien qu'il y ait des problèmes graves dans nos pays, il faut donc bien qu'il y ait une situation insupportable pour que des gens aient choisi la voie des bombes, des incendies, la voie de la révolte, quel que soit ce que l'on peut penser du terrorisme individuel.

Mais on ne peut exploiter, avilir, vassaliser des peuples impunément. Cela, le colonialisme français l'avait déjà appris à ses dépens en Indochine, en Algérie. Il faut croire qu'il ne sait vraiment pas retenir les leçons qu'on lui donne pour continuer de mener aux Antilles et en Guyane sa même sale besogne d'asservissement.

Mais la mémoire lui est déjà rafraîchie dans pratiquement toutes ses dernières colonies. Les « joyaux de la couronne », les « danseuses », les « confettis » devien-

Suite page 4

MARTINIQUE : GRÈVE ILLIMITÉE DES TAXIS COLLECTIFS

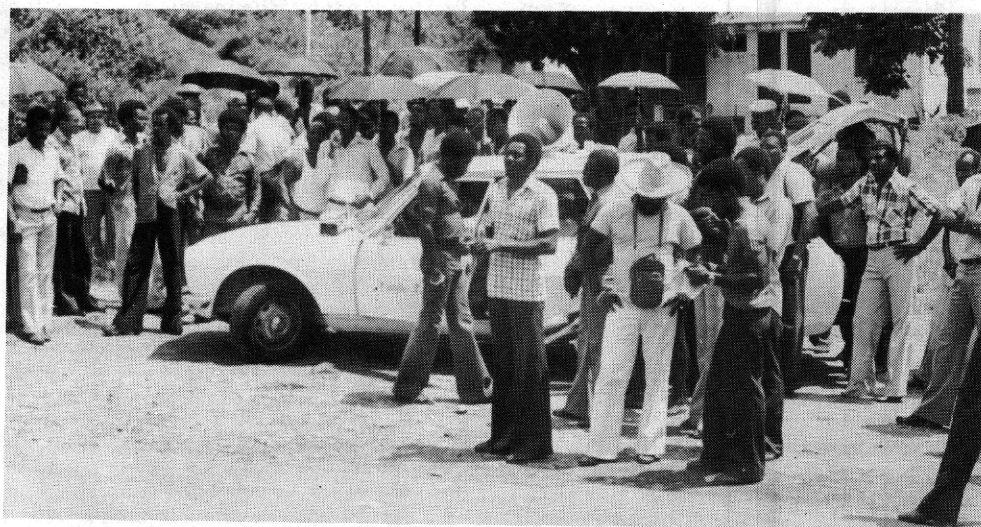
Depuis le mardi 17, les artisans propriétaires de taxis collectifs sont entrés en grève illimitée. Leur revendication principale est l'insuffisance de l'augmentation consentie par la préfecture.

Celle-ci a accordé en effet une augmentation des tarifs de l'ordre de 18,5 %, alors que le syndicat des taxis de commune réclame 28 % d'augmentation.

Les propriétaires de taxis font en effet remarquer qu'en onze mois, et non comprise la dernière augmentation annoncée il y a une semaine, l'essence ordinaire a augmenté de 69 %, le super de 64 %, le gasoil de 76 %. Or, le carburant concourt pour 60 % au total des dépenses de fonctionnement d'un taxi. Et les autres postes eux aussi ont augmenté : pneus et assurances, notamment.

Cette demande d'augmentation est donc justifiée, mais elle se retournera contre les usagers, qui eux font en règle générale, partie de la couche la plus pauvre de la population. C'est ceux-là qui seront lésés si les chauffeurs de taxis obtiennent satisfaction.

Alors, il existe une autre solution : que l'on détaxe l'essence et l'achat de matériel des taxis collectifs, afin de garantir le transport à bas prix pour les usagers. Cela est possible : c'est ce qui est fait au niveau des marins-pêcheurs, notamment ; ces derniers ne paient



pas la taxe du Fonds d'Investissement Routier, chose normale puisque l'essence leur sert uniquement à aller en mer.

Au niveau des taxis collectifs, la seule suppression de la taxe du FIR retirerait 1,40 F sur le litre de super, et 0,55 F sur le litre de gasoil !

Mais ce n'est pas le but d'un organisme tel que le Conseil Général. Ce dernier est plus

préoccupé à faire des cadeaux aux capitalistes ou aux organismes étatiques, comme l'EDF ou FR 3, que soucieux des intérêts des couches pauvres de la population.

Et c'est à chaque fois que la bande dirigée par Emile Maurice et Michel Renard choisit son camp : celui de la protection des intérêts des gros, des riches, contre les couches pauvres de la Martinique.

OUVRIERS AGRICOLES (SAINTE-ROSE) LE MÉCONTENTEMENT CONTINUE

Mardi 10, plusieurs ouvriers agricoles embauchés par la SAFER ont arrêté la coupe pour protester contre les nouvelles conditions de travail qui sont imposées aux femmes dans la coupe à la surface. Ils ont manifesté sur la route près de Dubuc, en bloquant la circulation.

Depuis le début de la récolte, la SAFER et la SICA, refusent d'accorder une journée de travail aux femmes. Pour obtenir une journée de travail une femme doit rassembler les

cannes derrière deux coupeurs.

La semaine dernière c'est pour ces mêmes raisons que les travailleurs agricoles ont fait grève durant sept jours.

Après la manifestation de mardi, les femmes n'ont pas entièrement obtenu satisfaction.

La SAFER a accepté de les faire travailler derrière un seul coupeur mais pour trois quart de leur salaire. Cela signifie que pour réaliser l'intégralité de son salaire une femme

doit encore travailler derrière un deuxième coupeur. Bien qu'ayant repris le travail de nombreuses ouvrières agricoles demeurent mécontentes, car elles estiment qu'elles gagnent peu de chose pour la tâche qui leur est demandée.

En tout cas, les travailleurs agricoles en ce début de récolte montrent déjà qu'ils ne sont pas prêts à se laisser faire face à de nouveaux chefs même si ces derniers sont ceux de la SAFER et des SICA.

A PROPOS DE L'ATTITUDE DU P.C.F. ENVERS LES IMMIGRÉS GISCARD POUR LA GUILLOTINE, CHIRAC CONTRE LES FONCTIONNAIRES, MARCHAIS ANTI-IMMIGRÉS : LA PÊCHE AUX VOIX DANS LES BAS-FONDS

L'attitude du Parti Communiste Français envers les immigrés fait beaucoup parler d'elle, tant sur les ondes que dans la presse. Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru dans « Lutte Ouvrière » sous la signature d'Arlette Laguiller et qui donne le point de vue de nos camarades sur les visées électoralistes de cette attitude.

Ce n'est pas encore officiellement la campagne électorale... mais on s'y croirait ! Tous ces Messieurs et Dames dont radios, télévisions, grands journaux rapportent les propos, ont à la bouche les mots de démocratie, de liberté, voire d'intérêt général. Mais il n'empêche qu'on commence à percevoir qu'en ce qui concerne leur quête de voix potentielles, toute une partie de leur argumentation va se situer très en dessous de la ceinture du corps social (...)

Après avoir dénoncé la démagogie

d'un Giscard qui flatte les partisans de la peine de mort, et celle d'un Chirac qui tente de dresser les petits bourgeois contre les fonctionnaires, Arlette Laguiller s'en prend à l'attitude du P.C.F. :

Mais surtout, du côté de la gauche, et du Parti Communiste plus précisément, il semble qu'il en soit de même. Ça a commencé avec l'affaire de Vitry à la fin de l'année dernière. Quoi qu'on puisse en penser sur le

fond, la forme d'intervention choisie par le Parti Communiste s'avérait propre à s'attirer la sympathie de tous ceux qui, pensent que tout irait mieux si les immigrés partaient.

A l'époque, il s'agissait d'un geste qu'à la rigueur on pouvait ne pas croire prémédité. Mais tout ce qui a suivi montre que le Parti Communiste a adopté une attitude systématique et choisi là une politique délibérée. Avec l'affaire de Montigny-les-Cormeilles, ce n'est en soi ni la délation publique, ni la justice populaire qu'on peut lui reprocher. Mais de prétendre inaugurer une telle politique contre une famille d'ouvriers marocains, alors qu'il n'a jamais pratiqué auparavant un semblant de justice populaire ni la délation nominale et publique contre des ennemis de la classe ouvrière, contre les racistes, par exemple.

Suite page 2

L'ÉTAT D'URGENCE EN DOMINIQUE. LES « DREADS » ONT BON DOS.

A la Dominique, le gouvernement d'Eugenia Charles vient de déclarer « l'état d'urgence » après la prise d'otage par un groupe de « Dreads » (rastas) d'un gros propriétaire terrien de l'île, un béké ; père du porte-parole du gouvernement : M. Honey Church.

Ces dreads réclament la libération de deux des leurs, emprisonnés à Roseau depuis près de deux ans et qui ont été condamnés à la pendaison. Ils réclament en outre la légalisation de l'usage de la Marijuana, l'arrêt des poursuites et des perquisitions contre eux.

Dès le début de leur prise d'otage, ils essayèrent des coups de feu de la police qui firent trois morts parmi eux. Les autres sont actuellement dans la montagne avec leur otage et ont déjà repoussé plusieurs fois les assauts de la police. Eugenia Charles a déclaré qu'elle ne céderait pas au chantage et refuse systématiquement de négocier avec les Dreads... Ces derniers ont plusieurs fois repoussé l'ultimatum qu'ils avaient lancé au gouvernement.

En attendant ce gouvernement et Eugenia Charles en particulier déclenchent une campagne en règle contre la gauche et surtout l'extrême-gauche du pays. Elle et ses ministres ont déclaré que les Dreads étaient soutenus et aidés par les militants du DLM (Dominica Liberation Movement) « organisation qui affirme ses sympathies communistes, castristes. Ce sont donc les « communistes » qui seraient en fait les vrais responsables, ceux qui tirent les ficelles pour tenter de « déstabiliser » le pays.

L'ancien premier ministre Patrick John quant à lui a déclaré sur les ondes comprendre les agissements des Dreads qui selon lui auraient eu raison de se défendre contre un gouvernement particulièrement répressif. Patrick John maintenant opposant, et chef du parti travailliste tente aujourd'hui de capitaliser sur son nom tous les mécontents du régime actuel et se présente en « sauveur » éventuel du pays... Ce monsieur ne manque vraiment pas de culot, lui qui avait fait pourchasser les Dreads pendant des mois par sa police lorsqu'il était premier ministre, lui qui avait fait voter le « Dread act », la loi sur les Dreads, autorisant les policiers à tirer à vue et sans sommation sur eux. C'est encore lui qui avait fait emprisonner et



condamner à mort Desmond Trotter, un dirigeant des Dreads, innocent, du crime dont on l'accusait mais qui devait servir d'exemple. Trotter n'avait échappé alors à la potence que grâce au soutien international qui s'était organisé contre sa condamnation à mort en 1976.

Ceci dit, Patrick John bien qu'il n'ait pratiquement aucun représentant à la chambre et qu'il ait été battu aux élections, n'en a pas moins ses partisans et attire peut-être d'autres personnes qui sont déçues par la politique d'Eugenia Charles. Pour l'instant son ingérence reste faible bien qu'il ait contracté une alliance avec l'organisation d'Olivier Seraphine (l'ex premier ministre).

Mais la situation économique de l'île, la misère, les méfaits causés par les deux cyclones David et Allen dont les conséquences sont toujours douloureuses pour les milliers de petits paysans, peut à tout moment en Dominique déclencher la colère spontanée des gens et un « ras-le-bol » général.

Il est difficile de prévoir même avec un gouvernement bénéficiant d'une très confortable majorité à la chambre si cette stabilité

électorale correspond à une stabilité politique réelle dans le pays. Une réaction de colère des paysans, des ouvriers, des fonctionnaires qui ne sont pas payés régulièrement et qui perçoivent des revenus très faibles, contre la situation qu'ils subissent est possible à n'importe quel moment. Les « Dreads » qui ne constituent pas un parti politique et qui ne sont pas aimés de toute population pourraient être quand même détonateur d'un mouvement social plus profond. Car ils représentent malgré tout une fraction de la jeunesse chômeuse, désœuvrée, et par voie de conséquence ils s'adonnent à la drogue et mènent une vie marginale. La répression qu'ils subissent les a poussés à s'armer d'abord pour se défendre, ensuite pour tuer parfois sans raison précise... Malgré leurs actes criminels, ils ont la sympathie des jeunes.

C'est donc pour toutes ces raisons, pour tenter d'étouffer dans l'œuf un éventuel mouvement social plus large et l'expression d'un mécontentement général que Eugenia Charles a déclaré l'état d'urgence. Dans le même temps elle a fait annuler le « Dread

act » de Patrick John pour le remplacer par un « Terrorist act » beaucoup plus répressif. Dans ce texte il est bien stipulé que les Dreads qui font usage d'armes à feu peuvent subir la peine de mort et on y appelle aussi la population à la délation en demandant à tous de fournir les renseignements sur ces « Dreads » et sur leurs caches. Les personnes suspectes qui ne retransmettent pas les informations à la police peuvent être immédiatement emprisonnées et jugées.

Dans le même temps, pour tenter d'avoir le plus de soutien dans la population, Eugenia Charles a versé aux fonctionnaires, mardi dernier quatre millions de dollars de prime sur les onze millions qu'elle leur devait depuis fort longtemps. Cette somme étant répartie entre les deux mille fonctionnaires, il revient donc en moyenne 2000 dollars à chaque fonctionnaire, ce qui est relativement appréciable.

Vendredi 20, c'est un million de dollars qui sera versé aux 10 000 paysans de l'île au titre de l'aide votée après les cyclones David et Allen. Aide que ces milliers de paysans attendent depuis plus d'un an car ils n'ont perçu qu'une petite partie seulement de l'ensemble.

Voilà donc comment le gouvernement de Eugenia Charles tente de s'accaparer les faveurs de la population et d'obtenir un quitus : quitus pour la répression, pour ouvrir toujours plus le pays au capitalisme étranger enfin pour tout ce qu'il pourrait entreprendre ces jours-ci.

Mais si ces mesures peuvent suffire momentanément à calmer un peu les plus mécontents, elles ne pourront pas faire disparaître les maux les plus cruciaux du pays : le chômage, l'émigration, la misère, l'infrastructure routière désastreuse, le manque d'eau, d'électricité, elles ne pourront faire disparaître les « Dreads » dont l'existence est une des conséquences de la situation générale de la misère subie par le peuple de la Dominique.

Et ce n'est pas la répression non plus qui changera fondamentalement les choses car plus le gouvernement réprime, plus la police tue, plus s'accumule dans le cœur de milliers de jeunes dominicains, la rancœur, le ressentiment et le désir de changer les choses.

Pierre Jean Christophe.

À PROPOS DE L'ATTITUDE DU P.C.F. ENVERS LES IMMIGRÉS.

SUITE DE LA PAGE 1

que les seuls voleurs et les seuls étrangers sont les capitalistes, qui exploitent tous les travailleurs. Il est vrai qu'il est plus facile de s'en prendre aux immigrés qu'au patronat.

Et toute cette démagogie n'est qu'une suite logique du nationalisme du PCF, de ses cocoricos, de ses exhortations à « produire français ».

Oui, ça vole bas, très bas dans la démagogie électorale.

Alors peut-être bien que ça lui vaudra quelques voix de plus, au Parti Communiste, de spéculer sur les préjugés d'une partie de la population et de contribuer à les renforcer. Et le PCF a peut-être raison, ses petits calculs mesquins sont peut-être bons sur le plan électoral.

Seulement, où ils se trompent tous, les Giscard, les Chirac et les Marchais, c'est que les élections ne sont qu'un tout petit reflet de la société, sans aucune influence sur son évolution et son avenir.

Si la violence individuelle augmente, c'est en grande partie parce que personne ne voit d'issue à la crise, ni ne voit comment s'en protéger.

Alors les plus faibles, les plus pauvres, les plus démunis, quand ils voient la débrouille collective des nantis et des possédants, se disent : « Pourquoi pas moi ? »

Et Chirac dit aux petit bourgeois que la faute en est aux droits des travailleurs. Le Parti Communiste laisse entendre aux travailleurs que la faute en est aux immigrés, et contribue à diviser la classe ouvrière en lui désignant des boucs émissaires en son propre sein. Mais il y aura des gens qui iront plus loin, plus fort que toute la misérable démagogie à laquelle se livrent les uns et les autres aujourd'hui.

Et alors, la violence risque de s'accroître. Oui, le culot, le sans-gêne, le cynisme des classes possédantes risquent de n'avoir plus de bornes. Oui, ils en voudront plus. Et face à la crise, ils prévoient encore plus de policiers, plus de guillotines et moins de lois sociales.

Eh oui, le racisme risque aussi d'augmenter, comme le nationalisme et le chauvinisme.

Mais c'est après les élections que tout cela pourra bien accoucher de bouleversements sociaux, de luttes, de brutalités, de répression et de réaction, et de la montée du racisme. Et alors, il n'est pas du tout sûr que le Parti Communiste sera le premier à en profiter. Il est même certain qu'il en sera la première victime.

Alors, finalement, avec leur démagogie, tous ces gens-là travaillent à ce que la crise économique se transforme en crise sociale et en bouleversements sociaux et politiques. Et si cette transformation n'amène pas de révo-

lution sociale, n'amène pas de révolution ouvrière, elle aboutira à un régime politique de plus en plus à droite, de plus en plus féroce. Et non seulement le Parti Communiste, les partis de gauche en seront les victimes, mais les Giscard et les Chirac eux-mêmes en seraient alors écartés.

C'est aux travailleurs de choisir entre le racisme et la solidarité ; de choisir entre la résignation et la révolte ; de choisir entre les élections et la révolution.

Arlette LAGUILLER



Ce qu'on peut lui reprocher, ce n'est pas de mener une campagne contre la drogue, mais de s'en prendre violemment à une famille pauvre marocaine dont les membres ne sont pas tous responsables de ce que fait un de leurs enfants, qui ne peut être qu'un tout petit, petit trafiquant si même il est prouvé qu'il en soit un.

Mais le Parti Communiste a choisi cette utilisation spectaculaire du problème de la drogue pour que son geste soit connu dans tout le pays. Et ça ne le gêne pas d'encourager ceux qui pensent que la drogue et la délinquance sont le fait des immigrés. Et c'est sans doute ce qu'il cherche : à plaire à ceux qui pensent cela.

Il y a visiblement la même intention dans le geste du maire de Dammarie-Les-Lys, près de Melun, où le maire communiste a annoncé son intention de fermer un des deux foyers Sonacotra de la ville. L'argumentation du maire communiste consiste à dire : puisqu'il n'y a plus de travail dans la ville, pourquoi garder les travailleurs immigrés ? Ce qui revient là aussi à s'appuyer sur ceux qui, et il y en a dans la classe ouvrière malheureusement, pensent que ce sont les immigrés qui volent notre pain.

Ce sont les mêmes qui croient que les patrons nous « donnent » du travail, alors

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 26 janvier 1981, Nadiège Ferdinand, professeur d'anglais titulaire au LEP « Montgérald » au Marin se voit signifier, verbalement, par son proviseur puis par le Rectorat sa suspension prenant effet le... 23 janvier pour une durée indéterminée.

Quels seraient les motifs de cette suspension ?

A l'issue d'une épreuve de Maths appliquées du BEP électrotechnique au LEP Lamentin, les correcteurs constatent que les notes d'élèves d'une même classe dépassent 12/20 et rédigent un rapport. L'épreuve fut annulée et recommencée.

Sur plainte du Rectorat, certains candidats, les 2 surveillants, un professeur d'histoire et géographie et Mme Ferdinand sont interrogés dans les locaux de la police : des élèves auraient soit-disant « communiqué » dans la salle, ce que contredisent les 2 surveillants.

Une délégation syndicale, ayant consulté le dossier administratif de notre collègue, constate qu'il ne contient aucun élément justifiant une telle mesure, mais au contraire des rapports élogieux de chefs d'établissement et d'inspecteurs (professeur très sérieux et consciencieux, pédagogie excellente).

Cette mesure constitue une sanction qui porte un préjudice moral indéniable à Mme Ferdinand, et par delà celle-ci à tous les enseignants martiniquais déjà méprisés par Doumenge. Dès lors n'importe quel enseignant ne risque-t-il pas d'être suspendu avec cette même légèreté ?

C'est une attitude absolument arbitraire digne des mutations d'office par l'ordonnance d'octobre 1960. Mme Ferdinand est anticolonialiste.

En conséquence, nous dénonçons : — cette tentative de faire porter par les enseignants la responsabilité de la mauvaise organisation des examens dénoncée par les organisations syndicales, les associations de parents d'élèves et les candidats.

— le caractère insoutenable d'une telle sanction contre une enseignante dont l'intégrité justifie l'estime que lui portent élèves, collègues et parents d'élèves, dont la compétence et le dévouement sont reconnus par l'administration elle-même.

Nous appelons tous ceux qui sont concernés par l'éducation à exiger la levée immédiate de cette suspension.

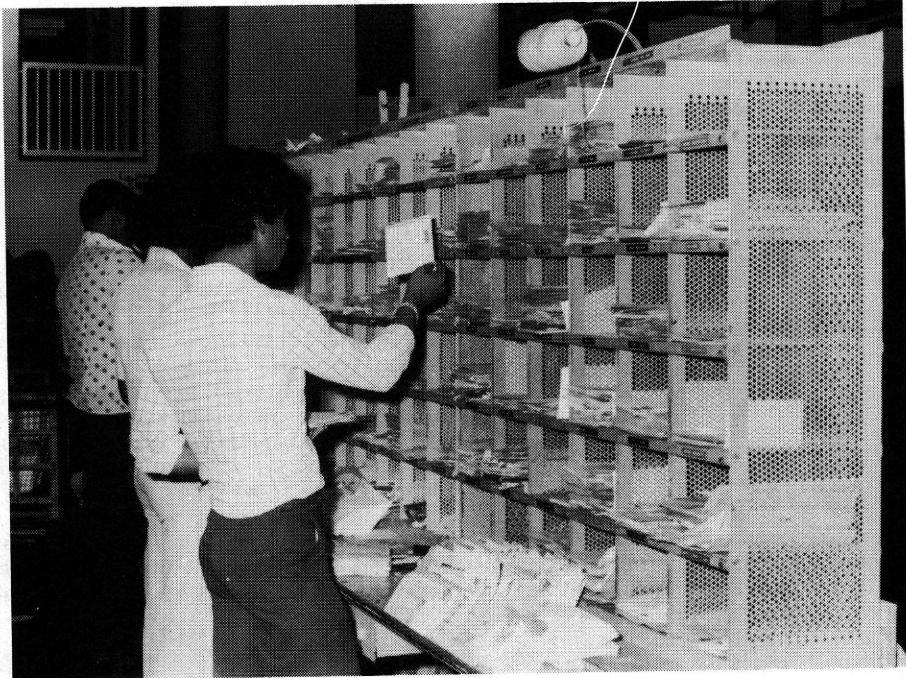
CSTM - Section Education

LA GRÈVE DES POSTIERS ANTILLAIS LE 13 FÉVRIER A MARCHÉ

Le 13 février les travailleurs des PTT de l'émigration ont fait grève. Cette grève répondait aux attaques de l'administration contre les agents des DOM-TOM. En effet avec la crise, celle-ci tente de revenir sur ce qu'elle avait accordé en mars 1978 : un voyage payé tous les trois ans avec un mois de congé supplémentaire. Mais tout lui est bon pour tenter de rogner sur ce que les agents antillais avaient obtenu par des grèves. Ainsi à Orly, l'un d'entre nous qui devait partir en congé bonifié en 81 voit son départ reporté à 83. La raison est que en mars dernier, il avait fait deux jours de grève sauvage, qui lui ont tout simplement repoussé de trois ans ses droits au congé bonifié ! L'administration ne s'est pas gênée pour imposer une contrainte supplémentaire pour les congés chez nous. Il fallait déjà être né dans les DOM TOM ou y habiter avant d'entrer aux PTT. Il fallait aussi y avoir de la famille proche ou posséder terrain ou maison là-bas. Maintenant deux jours d'absence dite « injustifiée » coûteront plus cher aux travailleurs des DOM-TOM qu'à tout autre : le congé bonifié est reporté de trois ans à partir de la date de l'absence. Ce qui se passe aujourd'hui est que l'administration n'a plus besoin des Antillais pour « lever les sacs » aux PTT. Malgré les mauvaises conditions de travail et les salaires médiocres, cette administration tente de nous retirer ce qu'elle avait cédé, ou tout simplement ce qu'elle nous offrait pour nous attirer lorsqu'elle avait besoin de nous.

Les travailleurs antillais se sont indignés des décisions de l'administration et ont répondu à l'invitation de la CFDT à lutter contre elles par de nombreuses réunions dans les centres.

Mais toutes les revendications avancées par le syndicat n'ont pas eu le même succès. Ainsi comme le disaient certains camarades : « La CFDT nous propose de lutter pour que



tous les Antillais, même ceux qui ont été embauchés en France, touchent la prime d'éloignement. Il paraît que ceux de la police et des Finances l'ont tous eue. Nous n'y croyons pas, pour nous aux PTT, et de toutes façons nous ne voulons pas mettre cette revendication en première ligne ».

Ainsi les revendications ont été un sujet de discussions entre Antillais. Et c'est une bonne chose, car, au delà des revendications spécifiques qui ne peuvent pas résoudre notre problème d'émigration, le véritable combat qui nous attend, nous, travailleurs antillais, est celui de pouvoir décider librement l'endroit où nous voulons vivre, celui de pouvoir décider de ce que nous voulons construire dans nos pays. La plupart d'entre nous

en effet n'a pas choisi de venir en France librement mais y a été contraint par le chômage, la misère sur place.

Alors bien sûr la CFDT mettait la création d'emplois aux Antilles parmi les revendications du 13. Mais le cadre du syndicat ne prévoit pas des discussions sur les moyens que nous devons nous donner pour être maîtres de nos décisions en Martinique et en Guadeloupe.

Mais paradoxalement, c'est justement la petitesse de vues des syndicats, divisés sur la date de la grève, qui a amené les Antillais à discuter de ce qu'ils voulaient, comme ils l'entendaient. En effet, après la proposition de grève pour le 13 par la CFDT, la CGT a proposé une autre date, le 25 février, pour la

grève des agents des DOM-TOM.

Dans certains centres où la CFDT est peu présente, cela n'a pas eu de conséquences. Tous prévoient de faire grève le 25 février. Mais dans certains centres tels le PLM Gare de Lyon, tous étaient déjà décidés pour le 13. Alors devant le refus des syndicats de se mettre d'accord sur une date, il a fallu que les travailleurs antillais cherchent à se mettre d'accord entre eux-mêmes : « Les syndicats se soucient davantage de leurs intérêts de boutiques que de nos intérêts. Ne nous laissons pas décourager par leurs problèmes de concurrence ». C'est ainsi que certains camarades ont discuté entre eux tous les jours qui ont précédé la grève, pour montrer que leur lutte, ils devaient la contrôler eux-mêmes. Et c'est ainsi que, malgré la décision de leur syndicat, de nombreux Antillais de la CGT ou des hésitants, ont fait grève avec leurs camarades le 13 février, après l'avoir décidé ensemble.

Ce n'est qu'un début, mais cela montre que la seule solution, si nous voulons faire entendre notre voix, est de nous occuper de nos affaires nous-mêmes. Et là, les syndicats seront obligés de nous respecter. Mais aussi l'administration. Et si nous prenons l'habitude de nous regrouper pour discuter de nos problèmes, nous nous donnerons les moyens de décider nous-mêmes de notre sort.

Noël CANTIUS

COMMUNIQUÉ : INFIRMIERS EN CHÔMAGE MOBILISONS- NOUS !

Lors d'une Assemblée Générale que nous avons tenu le 14 février à Pointe-à-Pitre, nous, infirmiers (ères) en chômage, avons décidé de former un Comité d'Action pour lutter contre la situation dans laquelle nous nous trouvons.

En effet, d'année en année, le nombre d'infirmiers en chômage ne cesse d'augmenter. La totalité des infirmiers des deux dernières promotions est au chômage, soit environ une centaine. Actuellement, deux autres promotions à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre regroupant plus de soixante étudiants, connaîtront le même sort.

Pourquoi une telle situation ?

Y a-t-il trop d'infirmiers en Guadeloupe ?

NON !

Le Gouvernement a délibérément décidé d'imposer une politique de restriction budgétaire. En conséquence, à l'hôpital, depuis 3 ans, les postes sont accordés au compte-goutte ou pas du tout. C'est ainsi que :

— En 1979, sur 226 postes demandés pour l'ensemble du personnel hospitalier, 15 seulement ont été accordés.

— En 1980, sur le même nombre demandé, 88 ont été retenus.

— En 1981 aucun poste n'a été accordé sur 123 demandés.

Pourtant, dans la majorité des services, il manque du personnel. Dans les cliniques où souvent l'aide soignante remplit le rôle de l'infirmière, le problème est le même. C'est donc qu'il y a des possibilités d'embauche.

Devant une telle situation, nous, infirmiers et infirmières en chômage, sommes prêts à lutter. Mais notre lutte est aussi celle que doivent mener tous les travailleurs hospitaliers pour :

- L'embauche de personnel
- La création de nouveaux postes
- Une amélioration des conditions de travail.

Tous les malades sont aussi touchés par une telle politique de restriction budgétaire, car les moyens humains et matériels mis à leur disposition étant insuffisants, la qualité des soins laisse donc à désirer.

C'est en fait tous les Guadeloupéens qui sont concernés par la détérioration des conditions de travail en milieu hospitalier.

- Pour une lutte efficace,
- La mobilisation des infirmiers(ères) en chômage est nécessaire. Travailleurs hospitaliers, notre lutte est la vôtre !

Pointe-à-Pitre le 18 Février 1981.
Comité d'Action des Infirmiers en chômage.

L'AQUACULTURE : DÉJÀ UNE MANNE POUR LES CAPITALISTES.

Visite des élus par-ci, mission venue de France par-là, articles abondants dans les journaux, décidément l'aquaculture cela intéresse.

Quelle est donc la cause de cet intérêt subit pour les choses de la mer ? Pourquoi parle-t-on autant ces jours-ci de « plan pêche », d'élevage d'écrevisses ou de loups (poisson que l'on tente d'acclimater et d'élever en Martinique) ?

Il y a tout d'abord le fait que certains gros capitalistes ont commencé à flairer un nouveau pactole : la production et la commercialisation des poissons et fruits de mer.

Signalons que les eaux des Antilles sont extrêmement poissonneuses. Un seul exemple : c'est dans nos parages que viennent pêcher des bateaux sud-coréens, qui ont d'ailleurs supplantés ces dernières années les chalutiers japonais dans les eaux des Petites Antilles. Tout un chacun peut d'ailleurs voir ces bateaux qui viennent effectuer leurs réparations au Bassin de Radoub de Fort-de-France, alors que leurs équipages parcourent les rues de Fort-de-France.

Parallèlement à cela, les Antilles produisent à peine 40 % de leur consommation : environ 4000 tonnes sont pêchées par les pêcheurs martiniquais.

Le reste soit 6000 tonnes est importé soit du Venezuela, soit vient de France, congelé, salé ou en conserves, ce qui fait au passage le bonheur des importateurs martiniquais.

Le regain pour la pêche s'est produit avec l'instauration de la zone économique des 200 miles marins, faisant de cette zone une zone protégée pour la puissance qui possède le littoral : l'impérialisme français.

Alors, on a lancé le « plan pêche » qui prévoit entre autres le financement de bateaux avec un apport initial de 10 % de la part du pêcheur. Le Conseil Général pour sa part a créé l'ARCOMA (Armement Coopératif de la Martinique) dans le but de favoriser l'apprentissage de techniques nouvelles aux pêcheurs martiniquais. L'ARCOMA est pour l'instant à son troisième bateau, « les techniques » ne sont pas plus apprises pour l'instant : les bateaux achetés, trop vieux, mal adaptés n'ont été d'aucun secours pour les pêcheurs antillais, mais par contre leurs anciens propriétaires ont fait de bonnes affaires avec l'argent du contribuable si vite dilapidé par le sieur Maran, président de l'ARCOMA et membre giscardien du Conseil Général.

Et on comprend que les capitalistes, malgré l'intérêt que cela pouvait présenter ne se sont pas précipités sur ce secteur : dans leur optique, il vaut mieux importer du poisson ou des boîtes de sardines, plutôt que d'armer des bateaux qui coûtent cher et qui peuvent couler...

Par contre le secteur de l'aquaculture est d'un intérêt bien plus grand, et par aquaculture, c'est essentiellement l'élevage d'écrevisses et la culture des algues que l'on entend

actuellement. En effet, la demande est importante sur le marché. D'autre part, cela semble d'un bon rapport : une tonne d'écrevisses est vendue 80.000 F, une tonne d'algues entre 2000 F et 4500 F.

Quelques uns des requins locaux ont flairé la bonne aubaine, et parmi eux, Bally, le riche béké du Carbet, dont il est le conseiller général.

Monsieur Bally, giscardien, capitaliste et conseiller général du Carbet veut donc faire de l'écrevisse. Mais il veut surtout en faire sans bourse délier, sans avancer un sou. Alors, Bally se fait le plus simplement du monde subventionner par ses amis du Conseil Général et par le FORMA (Fonds d'Orientalisation et de Régulation des Marchés Agricoles). La subvention du FORMA pour l'élevage de Bally vient de passer de 160.000 F en 1980 à 1.250.000 F en 1981, soit 8 fois plus d'une année à l'autre...

Alors, il est sans doute possible que l'aquaculture, comme la pêche, représentent des secteurs d'avenir pour l'économie des Antilles, encore qu'il faille se défier de toute la propagande faite par les bourgeois à ce sujet. Mais ce que nous pouvons surtout constater, c'est que cela sert pour l'instant de manne gratuite à un certain nombre de capitalistes.

J.B.

LES EMPLOYÉS MANIFESTENT DEVANT LES BOUTIQUES KRIMMEL

Pour protester contre la fermeture de l'atelier et le refus des Krimmel de leur accorder satisfaction, les employés de Point-Virgule, aidées de nombreux militants de la CGTG, ont manifesté samedi devant les boutiques : Coquetterie et Verouchka-Z.

Ces deux boutiques continuent de recevoir des vêtements que madame Krimmel fait fabriquer « au noir », en dehors de l'atelier.

De nombreuses personnes se sont rassemblées devant chacune des boutiques pour

soutenir les manifestants. Ceux-ci, avec leurs pancartes, leurs banderoles, leurs tracts, leurs interventions au micro ont dénoncé publiquement comment les employées étaient exploitées et méprisées par des patrons racistes qui n'ont comme seul souci que de s'enrichir sur le dos de quelques travailleuses.

Devant l'atelier, monsieur Krimmel eu l'occasion de venir narguer les grévistes en leur disant qu'il se moquait éperdument des

dénonciations publiques qui étaient faites sur lui et sa femme. Il leur a dit aussi qu'elles pouvaient rester en grève jusqu'en décembre.

Mais devant une manifestation qui attirait de plus en plus l'attention, les vendeuses des boutiques durent porter bagages. Les deux boutiques furent donc fermées toute la matinée du samedi. Cette matinée n'a pas été une matinée de bonnes affaires pour les Krimmel.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : L'EMBARRAS DU PARTI COMMUNISTE GUADELOUPÉEN.

Dans son éditorial du samedi 14 février, l'Étincelle, organe du P.C.G. traite de la question de l'abstention.

Après avoir passé en revue les différents cas où, selon lui, l'abstention se justifie, l'auteur se livre ensuite à une attaque en règle contre ceux qu'il appelle « les partisans permanents de l'abstention » et achève son discours en rappelant doctement que l'abstention est une arme importante qui ne peut être utilisée en toutes occasions.

En réalité, tout ce discours sur l'abstention n'est que l'expression de l'embarras des dirigeants du P.C.G. face aux prochaines présidentielles.

Et que ces derniers soient embarrassés, cela peut aisément se comprendre.

Jusqu'à ce jour, le P.C.G. est le seul parti partisan d'un changement de statut, à avoir l'intention d'appeler ses militants et sympathisants à voter lors des présidentielles. Même son parti frère, le Parti Communiste Martiniquais, a opté depuis plusieurs mois déjà pour l'abstention.

Alors la question que se posent nombre de militants et sympathisants du P.C.G. est : pourquoi est-ce que notre parti a une position différente de celle du P.C.M. ?

La réponse à cette question est d'autant plus difficile que la situation est sensiblement la même en Martinique et en Guadeloupe.

Mais il y a une seconde raison qui explique cet embarras du P.C.G. C'est le fait qu'il va être conduit à faire voter pour un candidat dont la campagne électorale tournera en grande partie autour de l'arrêt de l'immigration en France des travailleurs étrangers. Autrement dit, le P.C.G. s'apprête à faire voter pour un candidat dont la campagne ne manquera pas d'accentuer la xénophobie et le racisme contre tous ceux qui ont une couleur de peau différente des travailleurs français, et nul doute que les travailleurs antillais en France n'en seront pas épargnés.

Voilà ce à quoi va aboutir la position du P.C.G. : demander à des parents, à des amis de travailleurs antillais en France de soutenir

un candidat dont la politique aura comme conséquence de leur rendre la vie encore plus difficile en France.

Cela, les travailleurs et la population guadeloupéenne ne l'accepteront pas de gaité de cœur. Et c'est bien ce dont les dirigeants du P.C.G. se rendent compte aujourd'hui et qui rend leur position et leur démarche difficilement soutenables.

Alors, il s'agit pour eux de se faire suivre par leurs propres militants dans cette voie-là. Et c'est bien cette préoccupation qui explique que le P.C.G., au lieu d'appeler à voter Marchais et d'argumenter dans ce sens, préfère s'en prendre à l'abstention et aux abstentionnistes.

Peut-être les dirigeants du P.C.G. arriveront-ils à y entraîner leurs militants, mais alors une chose est sûre, c'est que leur tâche ne sera pas de tout repos quant à faire voter Marchais.

Jean-Ignace

QUAND LE « GRAND CHEF BLANC » CHAUDET TENTE DE TRUQUER L'HISTOIRE DES NOIRS...

Le recteur Chaudet tente encore un de ses petits coups bas de chef colonial blanc dont il a le secret. En effet, lors de la publication du nouveau calendrier scolaire, il a annoncé que, comme nouveau jour de congé, il y aurait le 27 avril, jour anniversaire du décret pris en 1848 et libérant les esclaves. Et ce faisant, Chaudet ajoutait : « La date capitale est le 27 avril, sans le 27 avril 1848, il n'y aurait pas eu de 22 mai 1848 ».

Chaudet ment donc sciemment, faisant comme s'il ignorait que les esclaves n'ont pas attendu d'avoir connaissance du décret de Schœlcher pour arracher en se révoltant leur liberté.

Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est qu'en moins d'une dizaine d'années, une fraction de plus en plus large de la population, professeurs, lycéens, mais aussi une fraction de travailleurs a pris l'habitude de commémorer le 22 mai en en faisant une journée de lutte et de manifestation anticolonialiste. Ce jour-là, nombreux sont ceux qui font grève et manifestent dans les rues ou participent aux veillées culturelles anticolonialistes.

Alors Chaudet, en bon fonctionnaire colonial, tente de biaiser et de ruser avec ce mouvement. D'où, sur ordre ministériel, l'apparition du 27 avril dont jusqu'à maintenant, ni Chaudet, ni ses compères ne se souciaient.

Ce geste de Chaudet n'est donc qu'une basse manœuvre de fonctionnaires coloniaux qui espèrent tromper les gens en faisant mine de prendre en compte leur désir de refus de l'oppression et leur soif de dignité.

Mais Chaudet se trompe s'il croit que, nous contentant d'avoir le 27 avril comme jour de congé, nous abandonnerons le 22 mai. Non, 27 avril ou pas, les Noirs continueront de faire du 22 mai leur journée de lutte anticolonialiste.

J-B.

LE MOUVEMENT DE SOUTIEN A L'ENSEIGNANTE WILLIAM SE POURSUIT

Le mouvement de protestation contre la suspension de Mlle William, maître auxiliaire, par le recteur Chaudet se poursuit, ainsi que la lutte pour la réintégration de trois enseignants du SGE (Syndicat Général des Enseignants Guadeloupéens) qui l'avaient soutenue dans sa tentative d'occuper d'autorité un poste à l'Anse Bertrand.

Mlle William qui avait refusé de céder sa place à une enseignante blanche en 1977 était visée par la direction de l'éducation nationale en Guadeloupe. Malgré son succès au CAP et de bonnes notes de plusieurs chefs d'établissements elle fut volontairement mal notée par Agastin, principal du Moule, et par l'inspecteur Louis. De plus Agastin a envoyé un lourd rapport disciplinaire sur cette enseignante. Voilà ce qui a valu à William d'être radiée de l'éducation nationale de la façon la plus arbitraire qui soit.

C'est en fait parce qu'il s'agit là d'une

enseignante qui refuse de courber l'échine devant l'administration, qui refuse de se laisser faire, que l'administration coloniale et certains chefs d'établissement zélés la répriment.

Jeudi dernier une manifestation de plusieurs centaines d'enseignants et d'élèves, à l'appel du SGE s'est déroulée dans les rues de Pointe-à-Pitre et devant le vice-rectorat. Ce syndicat avait appelé à la grève aussi le même jour mais le mouvement avait été peu suivi dans l'ensemble.

Des comités de soutien à William s'étaient aussi créés dans divers établissements.

Jeudi 19, le SGE a appelé de nouveau à la grève pour plusieurs jours. A l'heure où nous écrivons il est encore tôt pour savoir quelle est l'ampleur exacte du mouvement.

Toutefois, il existe une certaine réticence de la part de certains enseignants à défendre franchement leur collègue pourtant victime

d'une injustice flagrante.

Le mouvement de soutien prendra-t-il plus d'ampleur dans les jours qui viennent ? Il est encore tôt pour le dire.

Mais en tout cas, il est important de manifester par tous les moyens possibles un soutien efficace à la lutte de William.

Il semble que cette dernière soit retournée à l'Anse Bertrand pour y occuper à nouveau le poste laissée vacant, lorsque le rectorat décida d'ouvrir à nouveau l'établissement (il l'avait fait fermer par mesure de « sécurité » après les remous causés par cette affaire).

Il s'agit maintenant que tous les enseignants, les parents d'élèves et tous ceux qui dans ce pays refusent le diktat de chefs blancs à la Chaudet fassent tout pour obtenir la réintégration définitive de William et des trois enseignants suspendus pour l'avoir soutenue. C'est une lutte contre l'arbitraire colonial et pour la dignité !

FRANCE : LES MARCHANDAGES ÉLECTORAUX ENTRE P.C. ET P.S.

Ces jours-ci les milieux de la gauche politique en France sont préoccupés par une affaire, celle des « ministres communistes ». Le PCF a engagé une campagne demandant à Mitterrand de s'engager aujourd'hui à prendre des ministres communistes dans son gouvernement, s'il est élu. Or Mitterrand refuse catégoriquement de s'engager sur un tel choix. Il faut dire qu'il a des raisons électorales de ne pas vouloir s'engager avec le PCF : il pourrait, en s'engageant à prendre des ministres communistes, perdre des voix sur sa droite.

Mais ce n'est pas tout. Il faut rappeler, si nous voulons comprendre cette attitude, que Mitterrand travaille pour une classe sociale bien déterminée, la bourgeoisie. Et Mitterrand sait être suffisamment responsable devant la classe qu'il sert pour ne pas prendre un engagement aussi sérieux avec le PCF. Il est en effet fort probable que la bourgeoisie n'ait pas choisi d'avoir des ministres communistes. Elle garde bon espoir de pouvoir continuer à utiliser son personnel politique habituel. Elle ne risque pas d'appeler les communistes, si elle ne se trouve pas dans une situation suffisamment critique où elle

soit dans l'obligation de faire appel à « l'union nationale ». Elle sait qu'à de tels moments de crise grave, le PCF serait le seul parti qui, du fait de son influence dans les rangs ouvriers pourrait calmer un éventuel soulèvement populaire, et sauver la bourgeoisie. Et même dans ce cas, un Giscard peut faire appel aux communistes. D'ailleurs en France, la seule fois où les communistes sont venus au gouvernement, c'est la droite, avec de Gaulle, qui les y a invités, comme larbins, pas le PS.

Mitterrand sait donc que, prendre des ministres communistes est une affaire trop sérieuse pour qu'il s'y engage aujourd'hui, d'autant qu'un tel engagement lui fait prendre des risques électoraux.

Or tout cela le PCF le sait. Mais cela ne l'empêche pas de mettre ce point en avant. En réalité cela lui permet de mobiliser ses militants pour qu'ils fassent campagne pour un maximum de voix à Marchais au premier tour des présidentielles. Le PCF dit à ses militants que du résultat du premier tour dépend la participation des communistes au gouvernement. Du vent que tout cela. Le PCF ne sait-il pas qu'il a été, des années

durant, le parti le plus important en France et que cela ne lui a jamais servi à avoir des ministres ? Il sait aussi que la bourgeoisie n'est pas très regardante, concernant l'influence des partis dans lesquels elle va chercher ses ministres. N'a-t-elle pas choisi ses ministres à la SFIO ou au parti radical alors qu'il s'agissait de groupes sans électeurs ou presque ? Oui le PCF est au courant de tout cela. Mais il a choisi d'offrir aux travailleurs la voie électorale, pas celle de la lutte. Et la voie électorale lui impose de passer par les conditions du PS, d'attendre que le PS veuille bien lui offrir une petite place à côté de lui. Voie sans issue s'il en est.

Et tous les discours à propos des ministres communistes sont bien à l'image de cette impasse électorale. Tous ces politiciens veulent nous faire croire qu'il existe un enjeu quelconque pour les travailleurs dans les élections. Ils tiennent à donner aux travailleurs l'illusion qu'il est possible de faire l'économie d'une lutte d'ensemble en « votant bien ». Ils mentent.

Stephane ISMARD.

FRANCE : APPEL AU MEURTRE D'IMMIGRÉS

Vendredi 6 février un groupe d'extrême droite s'intitulant « Comité Charles Martel » a distribué en plein centre d'Aix-en-Provence, près de Marseille, un tract dans lequel était écrit : « Devant le danger que représente cette peste brune, le comité appelle les Provençaux à réagir en créant des groupes clandestins de quatre à cinq personnes agissant avec une passion contrôlée. La rage doit être votre force et la nuit votre complice ».

C'est un véritable appel au meurtre et à la « ratonnade » qu'a lancé ce comité contre les travailleurs immigrés. Si aujourd'hui une

telle organisation raciste se sent suffisamment en confiance pour distribuer en plein jour un tel appel à la chasse aux immigrés c'est bien parce qu'il existe en France une atmosphère anti-immigrés.

Stoléro et Bonnet deux des ministres de Giscard avec l'aide de la police, organisent l'expulsion des immigrés, ratissent des quartiers de Lyon et de Marseille habités par des immigrés. Il y a jusqu'aux municipalités communistes qui refusent de loger des immigrés et d'accepter plus de 15 % d'enfants d'immigrés dans les colonies de vacances.

Toutes ces mesures prises par toutes les autorités françaises, de l'Etat aux municipalités, désignent les travailleurs immigrés comme responsables des maux qui accablent les Français. Les racistes plus musclés prennent la relève et appellent à l'assassinat.

Nous, immigrés antillais, ne devons pas rester inorganisés et recevoir sans broncher les coups qui s'abattent et qui menacent de s'abattre sur nous. Nous devons nous donner les moyens de répondre à ces coups, de nous faire respecter. Il nous faut lutter non accepter.

ÉDITORIAL (suite)

nent peu à peu des poudrières qui peuvent exploser à tout moment. Que ce soit à Tahiti, en Nouvelle-Calédonie, en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe, le gouvernement français doit faire face maintenant à des gens de plus en plus résolus à en finir avec la domination.

Qu'il emprisonne depuis près de six mois quatre militants guyanais, qu'il condamne à des années de prison les indépendantistes tahitiens, le colonialisme français ne pourra maintenir indéfiniment sa botte sur ses dernières colonies.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728